

# FSU

# 83

ISSN 1282-6553

# N°77

## Fédération Syndicale Unitaire VAR

### On purge bébé.



La Loi travail a pour objectif, nous dit-on, d'améliorer le dialogue social et de favoriser l'emploi. Le code du travail est trop rigide, il faut le purger de ses excès et tant qu'on y est pourquoi ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain ! Bientôt, on nous dira aussi que le statut des fonctionnaires est un corset un peu étouffant pour le bon fonctionnement des services.

Pourtant la loi est là pour protéger le faible et non pour raffermir les droits du plus fort. La dérèglementation est devenue un credo qui dépasse les anciens clivages politiques : on ne jure que par elle, on l'encense et la célèbre, elle est la solution à tous nos maux économiques. Face à cela la contestation s'est organisée : que ce soit par la grève, les blocages, les rassemblements, nous luttons ensemble pour une autre société. 70% de la population soutiennent ce combat et c'est là notre force. Parfois, pourtant, le désespoir n'est pas loin face à ce qu'on peut qualifier de véritable sabotage politique. La gauche au pouvoir nous offre les licenciements facilités, le travail du dimanche, les coupes budgétaires dans le secteur de la recherche, un minuscule dégel du point d'indice... ; la droite qui aspire à gouverner annonce des centaines de milliers de fonctionnaires non remplacés, la retraite à 65 ans, la réécriture totale du code du travail ... Qui évoque les causes réelles de la crise ? Qui met en avant le rôle de la financiarisation ? Qui parle de réforme fiscale, de nouveaux droits ?...

Beaucoup trop de discours sont axés sur des arguments purement économiques : une véritable alternative politique ne peut s'appuyer que sur ce type de constat. Aujourd'hui la compétitivité est l'alpha et l'oméga de toute pensée «respectable». Pour ces experts «bien pensants», les manifestant-es sont perçu-es comme des voyous, les syndicalistes, des gêneurs qui «prennent en otage» l'économie. Il est facile alors d'oublier les chômeurs-es, la dégradation des conditions de travail qui font que des milliers de salarié-es sont au bout du rouleau, le sentiment de déclassement de beaucoup. Le débat politique ressemble à une scène de théâtre dont on n'aurait gardé que le décor, enlevant les personnages principaux. Face à un vaudeville où tous les protagonistes sont bien sagement enfermés dans le placard, forcément il y a de l'impatience et de l'énervement. Lorsque les vraies questions sont remises, les syndicalistes caricaturés, un parti comme le Front National peut alors sembler être le seul à porter un «discours vrai».

Chez Feydau, le personnage de Follavoine cherche désespérément les îles Hébrides dans le dictionnaire : «Z'Hébrides... Z'Hébrides... C'est extraordinaire ! je trouve zèbre, zébré, zébrure, zébu !... Mais de Zhébrides, pas plus que dans mon œil ! Si ça y était, ce serait entre zébré et zébrure. On ne trouve rien dans ce dictionnaire !». Notre gouvernement est dans le même désarroi, il cherche alternatives économiques dans le dictionnaire mais entre zec, zéine et zélateur il n'y a pas de zééconomiques : mais qu'apprend-on à HEC ?!

Pour la FSU, il n'y aura pas de renouveau économique, de bien être au travail, de retour à l'emploi... sans une pensée politique alternative. Aujourd'hui aucun économiste n'est d'accord sur la loi travail, personne ne peut réellement dire si cette dernière sera créatrice d'emploi : la farce a assez duré, les salarié-es ne sont pas une variable du discours économique. Pour nous la loi travail, c'est toujours non !

Maryvonne Guignonnet, Secrétaire départementale de la FSU du Var.

## SOMMAIRE

p 2 : Actions des retraité-es ; migrants, réfugiés : quoi de neuf ? ; un tramway attendu sur TPM ; blocage économique à Puget sur Argens.

p 3 : Le nouveau syndicat des agents territoriaux FSU et les actions en cours ; la FGR en congrès varois et national.

P 4 : Salaires dans la Fonction Publique; la CODEX fait son cinéma.

*Un partenariat a été mis en place entre la FSU du Var et le Crédit Mutuel enseignant. Un supplément publicitaire est joint dans cet envoi.*

avril, mai, juin.

# 2016

Trimestriel N° 77

Directrice de la publication  
Maryvonne GUIGNONNET  
N° de commission paritaire :  
0917 S 05032

Marim, 1 rue Mansard  
83000 Toulon

## Retraités ?... Actifs !!!

Le 9 juin, dans toute la France, les retraité-es se sont à nouveau mobilisé-es pour défendre leur pouvoir d'achat. Dans le Var, ils se sont rassemblés à Toulon, en bas du cours Lafayette, pour distribuer un tract unitaire et discuter avec les gens.

Ils participent aussi, bien évidemment, aux côtés des actifs, aux actions contre la loi «travail».

Gilberte Mandon.



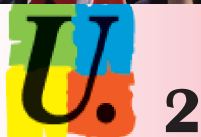
## Blocage du dépôt de carburant.

La FSU, en lutte contre la «loi travail», a pris toute sa place dans les 11 journées d'action et de manifestations intersyndicales depuis le 31 Mars tant à Toulon qu'à Draguignan.

Le 9 juin au matin, l'intersyndicale a bloqué le dépôt pétrolier de la Côte d'Azur à Puget sur Argens. Les gendarmes mobiles sont intervenus en force et en nombre dans l'après midi : une riposte totalement disproportionnée.

Ce blocage a été une réussite : la couverture médiatique, presse écrite et télévisée régionale et nationale, a été importante.

Coline Rozerot.



## Migrant-es, réfugié-es : quoi de neuf ?

16 juin 2016 : les Bleus ont battu l'Albanie ! Sur une chaîne d'info en continu, alors qu'exultent les supporters, en bas de l'écran défilent ces mots : 34 cadavres, dont ceux de 20 enfants, découverts dans le désert nigérien. Ils ont été abandonnés par les passeurs et sont morts de soif. France inter s'est délocalisé sur l'île de Lampedusa : des gamins y jouent au foot...

Alors que, depuis 2014, plus de 10 000 personnes ont perdu la vie en Méditerranée en tentant de rejoindre l'Europe et que le nombre de décès en mer est en constante augmentation, la Commission européenne sous-traite son devoir d'action sur des pays tiers. Après avoir acheté la rétention migratoire à la Turquie, en occultant la situation des droits humains dans ce pays, l'Europe se tourne vers plusieurs pays, surtout africains, pour leur « proposer » une aide de 8 milliards d'euros jusqu'en 2020, à condition qu'ils acceptent plus facilement les «réadmissions» de leurs ressortissants qui fuient la misère. Comble du cynisme, ces 8 milliards proviennent de fonds déjà en place pour l'aide au développement.

Le récent rapport du Défenseur des droits dénonce des discriminations à l'égard des étrangers. A l'heure où, en France et dans de nombreux

pays européens, ces personnes sont désignées comme boucs émissaires, le rapport affirme que « le respect des droits des étrangers est un marqueur essentiel du degré de défense et de protection des libertés en France ».

Faut-il distinguer «réfugiés» et «migrants» ? Faut-il opposer les «bons réfugiés» (venant de pays en guerre) et tous les autres, qualifiés de migrants économiques, donc à expulser ?

Près de chez nous, à Vintimille, les personnes en transit survivent toujours dans des camps de fortune. Elles ont les plus grandes difficultés à faire valoir leur droit de demander l'asile. Des aidants sont présents pour tenter de protéger les migrants, les heurts avec la police sont fréquents.

Dans le Var : si le « Plan réfugiés » est prévu pour accueillir 300 personnes, nul n'en a encore bénéficié ! Sous le prétexte fallacieux d'accueillir les réfugiés dans des conditions optimales, la préfecture fait preuve d'un attentisme coupable : plusieurs réunions se sont tenues, reportant la responsabilité de l'hébergement sur les associations. Le collectif Migrants, dont la FSU est membre, a interpellé les élus de TPM, essayant des fins de non-recevoir : ils rejettent sur l'Etat et donc la préfecture la responsabilité d'accueillir : vous avez dit « humanité » ?

Christiane Vincent, Xavier Hardy,  
Françoise Denis.

## Tramway... Tramway.

Le 21 avril 2016 environ 400 personnes excédées étaient réunies à La Coupiane à La Valette. Depuis l'ouverture du centre commercial «Avenue 83», toute la circulation toulonnaise est bloquée : files de voiture sur l'autoroute, accès à La Garde et La Valette bouchés ... Les riverains ne peuvent entrer et sortir de chez eux à certaines heures, les commerçants ont des difficultés à être livrés. Ces 36000 m<sup>2</sup> de commerces, 20000m<sup>2</sup> de logements, 8000 m<sup>2</sup> de bureaux, 6000 m<sup>2</sup> d'hôtellerie, et 5000 de restauration sont-ils seuls responsables de ces désagréments ?

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer avait pourtant prévu cette réalisation et préconisé, étant donné le flux de véhicules prévus (5400 par jour la semaine et 8000 le week-end), quatre réalisations : la mise à 2 fois 3 voies de l'autoroute sur le tronçon proche du centre commercial, la mise à 2 fois 2 voies des routes de contournement pour pallier à la fermeture de l'avenue de l'Université, la réalisation d'un grand rond point au niveau du carrefour «des 4 chemins» et la réalisation d'un tramway.

Le tramway : une évidence ! Lors de l'inauguration de l'Avenue 83, M.Wilmotte, l'architecte concepteur de ce projet, en a parlé dans son dis-

cours ! Gênée Mme Humel, maire de La Valette a précisé qu'il n'était plus question de tramway mais d'un BHNS (bus à haut niveau de service). En 2005 la construction d'un tramway était reconvenue d'utilité publique, M.Falco votant d'ailleurs pour ce projet, mais depuis 2006, le maire de Toulon et président de TPM ne veut plus entendre parler malgré les investissements déjà effectués.

Le collectif Tramway se bat pour obtenir la réalisation d'un tramway sur rails, sur l'axe est-ouest de l'agglomération toulonnaise, entre La Seyne et La Garde ; ce mode de transport de grande capacité, adapté aux personnes à mobilité réduite, performant, confortable, écologique du point de vue de la pollution, n'a toujours pas convaincu les décideurs de notre agglomération.

Toulon, la 9ème ville française ne peut avoir son tramway, comme Montpellier, Nice, Grenoble ....toutes ces villes qui, comme une trentaine d'autres, ont métamorphosé leur centre des villes, facilité les déplacements et les relations entre les différents quartiers des villes. Jusqu'à quand Toulon et son agglomération devra-t-elle attendre pour pouvoir bénéficier de cette évolution ?

Gérard Permingeat.



# Agents territoriaux : un nouveau syndicat et toujours en action !

## Le SNUTER.

Le 4 décembre 2015 à Gémenos, le SNUTER, Syndicat National Unitaire de la Territoriale, est né de la fusion du SnuACTE-FSU et du SNUCLIAS-FSU. Cette nouvelle organisation compte plus de 3 000 adhérent-es et nationalement plus de 11 000 adhérent-es faisant ainsi du SNUTER, le 3ème syndicat de la FSU.

Sur le plan départemental, le Syndicat Local du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du SNUTER-FSU a quant à lui vu le jour le 28 janvier 2016 lors de l'Assemblée Générale de constitution qui s'est tenue au sein même du Conseil Régional. Il est à ce jour le plus gros syndicat de la FSU territoriale avec plus de 1850 adhérent-es. Lors de cette Assemblée Générale de constitution, plus de 250 adhérent-es étaient présent-es avec pour objectif de créer le nouveau Syndicat Local du Conseil Régional PACA et d'adopter les statuts et règlements intérieurs du SNUTER-FSU CR PACA. Ce nouveau syndicat s'est doté des instances suivantes :

Un Conseil Syndical composé de 100 membres,

Un Bureau Exécutif composé de 20 membres

Un Secrétariat Général composé de 5 membres

Ces instances sont représentatives des «lycées» de la région par secteur géographique et des «services» du Conseil Régional par catégorie et/ou par filière. La parité au CS comme au BE, y est totale.

## Au côté des agents contractuels.



Pour la 2ème année consécutive une procédure de recrutement a été mise en place par la direction des ressources humaines du conseil régional et une partie des agents contractuels vont être stagiaires s'ils réussissent un QCM et un oral.

Le Snuter, fidèle à ses engagements d'être au plus près des agents, a à nouveau mis en place une pré-

paration à ces deux épreuves afin d'apporter une aide aux contractuel-les syndiqué-es, 121 agents ont suivi notre préparation à l'épreuve du QCM où le seuil d'admission était de 27/45, 60 agents ont suivi notre préparation à l'oral qui était noté sur 35.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous sommes dans l'attente des résultats finaux.

## Des revendications et des victoires pour améliorer le quotidien des agents et le service public.

Au mois d'octobre 2015 la FSU du CR PACA après de nombreuses négociations a obtenu :

-200 transformations de supports de postes de catégorie C en B pour tous les chefs de cuisine servant plus de 70 000 repas par an et pour les chefs d'équipe encadrant 12 agents et plus ;

-que le vendredi 06 mai soit chômé pour les agents régionaux des lycées lors du pont de l'ascension ;

-20 000 Euros de plus sur le budget du COS ;

-La création de 25 postes dont 13 dans le département 83

1 au lycée Rouvière

1 au lycée Costebelle

1 au lycée Gallieni

2 au lycée Langevin

2 au lycée Raynaud

2 au lycée Janetti

2 au lycée du Muy

2 au lycée de Gassin.

Le mercredi 08 juin la FSU du CR PACA a organisé sur Toulon une réunion où étaient conviés

tous les chefs d'équipe encadrement C et B ainsi que les chefs de cuisine du département 83 ; la revendication exprimée était la suivante : il faut que les missions d'encadrement soient enfin reconnues tant dans leur

positionnement hiérarchique que financier.

Le Snuter continue donc d'œuvrer pour de meilleures conditions de travail pour les agents et à combattre pour un service public de qualité pour les usagers.

Nonce Biondi.



Revue FSU N°77, Juin 2016.



# CAEN

65<sup>e</sup> CONGRÈS / 80<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

14.15.16 juin 2016

Rendez-vous en Normandie !

Lors de l'AG de la FGR varoise du 26 avril, la Commission exécutive a été renouvelée et un nouveau Bureau a été élu. Jean Pierre ANDRAU est le nouveau secrétaire départemental et Michel FORTUNA secrétaire départemental adjoint.

Nous nous sommes engagé-es à tout faire pour que la FGR-FP continue d'être l'outil de type associatif et syndical, pluraliste et unitaire, qui a contribué au développement de la défense des retraité-es et de leurs

revendications :

- La défense du pouvoir d'achat des pensions,

- L'accès aux soins pour tou-tes,

- La défense des services

publics,

- L'amélioration de la loi

d'adaptation de la société au vieillissement.

Au Congrès national de CAEN

(14 au 16 juin) Michel FOR-

TUNA et Charles ALBERT

représentaient la section du

Var. Gilberte MANDON faisait

partie de la délégation nationale du SNUipp/FSU.

La CE nationale a été renouvelée et Michel SALINGUE réélu

secrétaire général.

La FGR-FP, seule fédération de

retraité-es de la Fonction

Publique, a un rôle important à

jouer dans la défense du statut

de la Fonction Publique et du

code des pensions.

La FGR-FP appelle à poursuivre l'action et à renforcer l'unité

des organisations de retraité-es.

Michel Fortuna.

# Le point sur les salaires.

## Enfin le dégel !

Après six années de gel du point d'indice, synonymes d'une perte importante de pouvoir d'achat que la FSU estime à deux mois de salaire par an, le rendez-vous salarial du mois de mars a débouché sur le déblocage du point d'indice. Cette augmentation de 1,2% se fera en deux temps : 0,6% en juillet 2016 puis 0,6% en février 2017. Les nombreuses mobilisations de ces dernières années ont pesé mais pour la FSU le compte n'y est pas.

## Des primes intégrées aux salaires.

Réclamée par l'ensemble des syndicats de la FSU, l'intégration des primes dans le salaire sera une des premières mesures du protocole PPCR. Pour les enseignant-es cela signifie qu'une partie des indemnités ISAE et ISOE sera transférée dans le salaire en deux étapes (4 pts d'indice en janvier 2017, 5 pts en janvier 2018). Ce transfert, sans effet sur le traitement, a une incidence intéressante sur le calcul de la pension de retraite qui se fait uniquement sur le salaire. La déclinaison de cette mesure pour l'ensemble des fonctionnaires n'est pas encore aboutie.

## Mise en œuvre du protocole PPCR pour les personnels d'enseignement.

Le projet rendu public par le Ministère de l'Éducation nationale ne concerne pour le moment que les personnels d'enseignement, il prévoit un certain nombre de mesures qui seront discutées dans le groupe de travail:

- La mise en place d'une nouvelle carrière fondée sur un avancement à un rythme commun à tous-tes avec deux moments d'accélération et la création d'une classe exceptionnelle au-delà de la hors classe actuelle. Aujourd'hui une carrière d'enseignant peut se dérouler sur 20, 26 ou 30 ans en classe normale selon le mode de passage d'un échelon à l'autre. À partir du 1 septembre 2017, la classe normale aura une durée maximale de 26 ans et 30 % des personnels bénéficieront d'une accélération de carrière d'un an lors du passage du 6ème au 7ème échelon et du 8ème au 9ème échelon. Des problèmes demeurent :

les indices de début de carrière sont certes revalorisés mais, avec un allongement du temps de passage entre le 1er et le 5ème (il faudra 6 ans au lieu de 4 ½ ou 4 ans), on ne rend pas nos métiers attractifs ; en choisissant le rythme de carrière médian (26 ans), au lieu du grand choix (20 ans), on lèse les personnels qui auraient pu prétendre au grand choix... D'autre part, la connexion entre l'évaluation et l'évolution de la carrière est maintenue ce que nous contestons.

- Le protocole PPCR précisait que pour toute carrière complète, la carrière se déroulerait sur deux grades, la hors classe devenant un grade accessible à tous-tes. Le projet prévoit une hors classe accessible à compter du 9ème échelon et une augmentation du ratio promus/promouvables. Cela ne suffit pas : la FSU veut une clause de sauvegarde indiquant, par exemple, qu'au-delà d'un certain temps passé dans le 11ème échelon, le passage soit automatique.

- La classe exceptionnelle (3ème grade) est créée et réservée à certains profils d'enseignant-es, elle devrait concerner, à terme 10% du corps considéré. Inacceptable pour la FSU qui revendique un accès pour tous-tes.

- la mise en place d'une nouvelle grille indiciaire s'étalera de janvier 2017 à janvier 2020. À titre d'exemple, à terme, la classe normale démarrera à l'indice 390 (349 actuellement) pour se terminer à l'indice 673 (658) ; la hors classe ira de l'indice 590 (495) à 821 (783) ; la classe exceptionnelle de 695 à 972. Ces nouveaux indices intègrent la transformation des primes en points.

Même si tout n'est pas parfait, le calendrier ne répondant pas à l'urgence de la revalorisation, l'augmentation du point d'indice étant insuffisante... la FSU acte positivement cette amélioration de la carrière des enseignant-es. Beaucoup de choses sont encore à négocier, à améliorer : le combat n'est pas terminé.

Andrée Ruggiero



## La Codex fait son cinéma.

Le 7 juin, au Cagnet des Maures la codex 83 (coordination départementale contre l'extrême-droite) dont la FSU est membre actif depuis sa création a réuni plus de 90 personnes venues de tout le département autour de la projection du film « Main brune sur la ville » suivie d'un débat. Les échanges ont été riches et fructueux. Ils ont permis de partager des analyses sur le danger politique concret que représente l'extrême droite dans notre département, sur l'expérience des communes varoises mais aussi sur le travail de terrain pour lutter contre la banalisation d'un discours sécuritaire et d'exclusion et y opposer des pratiques de solidarité et de démocratie locale.

Coline Rozerot.

## A QUI S'ADRESSER ?

**FSU**

**83**

Enseignement  
Éducation  
Recherche  
Culture  
Formation

### FSU - Bourse du Travail

13, Avenue Amiral Collet, 83000 TOULON  
Tél : 04.94.93.04.40 Fax : 04.94.93.04.74  
Email : fsu83@fsu.fr ; site : http://sd83.fsu.fr

### Instituteurs, Profs des Ecoles, Pégé SNUipp

GIUSIANO Julien, Immeuble le Rond point -  
Avenue P et M Curie, 83160 La Valette  
Tél. 04.94.20.87.33 Fax 04.94.20.87.34

### Enseignement secondaire SNES

Dominique QUEYROULET,  
208 rue Emile Ollivier, 83000 Toulon  
Tél./ Fax : 04.94.92.36.77

### Education Physique SNEP

Amar GUENDOUZ / Gérard PERMINGEAT /  
Fabienne RAIMBAULT / Brigitte REBOUT,  
Tél : 04 93 86 19 52,  
FSU Var, 13 Av Amiral Collet 83000 Toulon

### Lycées professionnels SNUEP

Andrée RUGGIERO, FSU Var, 13 Av Amiral  
Collet 83000 Toulon Tél : 06.79.44.06.81

### Agents, Ouvriers et

Services agents territoriaux SNUTER  
Nonce Biondi, nbiondi@regionpaca.fr.

### Techniciens de labo, SNASUB

Valérie Dalmaso, 06 11 18 62 29

### Enseignement supérieur, SNESUP

Thierry Champion, champion@univ-tln.fr

### SNU POLE EMPLOI

Raphaël Serrano, raphael.serrano@pole-  
emploi.fr  
FSU Var, 13 av Amiral Collet, 83000 Toulon

### Environnement SNE

Eric SERANTONI tel : 06 83 99 14 84  
Parc National de Port Cros  
Castel Ste Claire 83400 Hyères

### Personnels de l'administration Pénitentiaire

SNEPAP Gautier SCHONT Annick KOURIO,  
SPIP, 146 av Maréchal Foch, 83000 Toulon,  
04 94 92 52 12

### Technique agricole public SNETAP

Brice Fauquant, brice.fauquant@educagri.fr

### Inspection SNPI

Claude Fauvelle, claude.fauvelle@ac-nice.fr

### Protection Judiciaire Jeunesse SNPES - PJJ

Infirmières conseillères de santé SNICS

Administration scolaire, universitaire, biblio-

thèques SNASUB

Équipement (DDE) SUP'Equip

Assistants sociaux SNUAS FP

FSU VAR, 13 Av Amiral  
Collet 83000 Toulon



### FSU PACA

Bourse du travail,  
23 bd Charles Nedelec,  
13331 Marseille cédex 3